

Le ROUGE & LE VERT

LE JOURNAL DE L'ADES

Avril - Juin 2008 • N°109 • 2 €

SOMMAIRE

DÉMARRAGE DU MANDAT À droite toute !	p.1
NANOPOLITIQUE Crolles 3, c'est reparti	p.2
L'OFIpopu Un outil utile et efficace	p.2
FINANCES DE GRENOBLE Stables, mais pour combien de temps ?	p.2
DÉPLACEMENTS Rocade Nord, tout s'accélère !	p.3
À LA MÉTRO La nouvelle fiscalité avance à grands pas...	p.3
À LA MAIRIE Démission au CM de Grenoble	p.3
COMPAGNIE DE CHAUFFAGE Une politique à l'avenant	p.4
ÉCOLOGIE ET SOLIDARITÉ Rappel des Municipales	p.4

PRESSE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

LE ROUGE & LE VERT
12 rue Voltaire
38000 Grenoble

Grenoble CTC

Dispensé de timbrage

DÉPOSÉ LE :

Tirons le signal d'alarme !

Nous allons payer très cher la gestion déplorable des finances publiques par Sarkozy et les plus fragiles en seront les premières victimes. La perte définitive chaque année des 15 milliards du paquet fiscal, gâchés sans effet positif pour la solidarité, et les contraintes du poids de la dette imposent une politique de rigueur sans précédent.

La révision générale des politiques publiques (RGPP) risque de porter atteinte aux valeurs fondamentales du service public « à la française », en copiant le management à l'américaine. Non content de ne pas remplacer les fonctionnaires qui partent en retraite, le pouvoir se donne les moyens de pouvoir faire démissionner ceux qui refuseraient 3 offres de reclassement dans un périmètre mal défini. Le tout en refusant toute négociation avec les syndicats, alors que dans le privé tout plan social doit être précédé d'une telle négociation !

L'État va amplifier ses désengagements et filer la patate chaude aux collectivités locales, qui sont majoritairement gérées par son opposition. Les subventions vont diminuer, pour les collectivités comme pour les associations intervenant dans la solidarité et l'action sociale. La fiscalité locale est tellement injuste qu'elle n'est plus un outil de solidarité depuis longtemps. On reparle d'une réforme de la fiscalité locale, mais la majorité de droite n'ira pas vers une fiscalité fortement progressive en fonction des revenus.

Face à une telle situation les collectivités locales devraient réagir et entrer en résistance pour atténuer autant que faire se peut les dégâts de cette politique. Malheureusement, nous le voyons à Grenoble et à la Métro, elles sont incapables de réorienter leurs politiques. Ce serait le moment de faire la liste des services indispensables et prioritaires pour permettre à tous les habitants de pouvoir se loger, se soigner, se déplacer, s'alimenter... et de les faire fonctionner le mieux possible, en mettant au second plan tout ce qui n'est pas indispensable à la vie quotidienne. Mais nos grands élus ne rêvent que de jeux Olympiques, de rocade Nord, d'aide aux sports professionnels, aux grands groupes privés et aux grandes surfaces au détriment des emplois dans les quartiers et aux commerces de proximité.

C'est le moment de s'organiser pour résister : les citoyenEs qui veulent une politique plus solidaire, plus écologique et plus démocratique pourraient se regrouper pour créer un rassemblement citoyen capable de peser sur les politiques locales. L'ADES est prête à y participer.

Le bureau de l'ADES



DÉMARRAGE DU MANDAT

À droite toute !

Il y a des symboles qui ne trompent pas. Autant durant la campagne municipale, M. Destot, pour conserver son électorat, s'était peint en centre gauche et écologiste, autant les premières mesures prises au conseil municipal et dans le choix des responsabilités montrent un vrai glissement à droite.

Le choix des délégations montre que sa composante de droite est bien remerciée : l'urbanisme est confié à un agent immobilier (ça donne tout de suite le ton de la politique qui va être suivie), un carignonesque s'occupe de l'Europe et un sarkozyste de la restauration. Le tourisme et la promotion de la ville sont confiés à un président d'association de commerçants, l'économie passe avant l'emploi, l'université et la recherche... L'intitulé même des délégations et des commissions municipales montre la rupture avec la majorité de gauche et écologiste. Évidemment, l'écologie a disparu de la scène municipale, le discours est là, mais les actes ne le sont plus.

1^{re} mesure : faire comme Sarkozy

Il s'agit d'augmenter les indemnités des élus et de favoriser le cumul des mandats et des rémunérations. La liste des cumulards devient impressionnante. Mais cela n'empêche pas que les élus de la nouvelle majorité oublient d'aller à des réunions importantes – surtout celles qui ne sont pas rémunérées –, certains font même juste une apparition à tel ou tel conseil d'administration pour toucher les jetons de présence.

2^e mesure : mettre fin au pluralisme que le maire ne supporte plus

La majorité occupe tous les postes à la Métro. Même Nicolas Sarkozy a fait mieux en donnant à Didier Migaud la présidence de la commission des finances à l'Assemblée nationale.

3^e mesure : adieu les débats

Pour remplacer le débat sur la Compagnie de chauffage lors du conseil du 19 mai, le maire a décidé de mettre à l'ordre du jour un débat sur Crolles 3 (sans aucun document). Durant la campagne, il avait beaucoup insisté sur les mesures sociales (dont l'allocation municipale d'habitation), il a assuré que sa politique économique serait en priorité orientée vers les PME, que l'argent public ne serait utilisé que pour des missions de service public... bref, un discours presque de gauche. Mais le premier débat qu'il lance est sur l'aide aux grands groupes privés qui nous prévoient des lendemains qui déchantent.

4^e mesure : de nouveaux avenants pour la gestion du service du chauffage urbain

Aucun document ne permet de juger de manière indépendante la justesse des propositions. Il faut dire qu'elles sont toutes en faveur du délégataire et pas des usagers. Pourtant le chauffage est la partie principale des charges d'habitation que beaucoup n'arrivent plus à payer. Les charges de chauffage ne sont pas prêtes de diminuer.

Et on attend toujours la mise en place de l'allocation municipale d'habitation (il y a les sous qui dorment dans le budget), l'augmentation des aides au logement social, la prise en charge par la ville de l'éclairage public pour permettre à GEG de diminuer ses tarifs, la préparation publique du budget 2009...

LE ROUGE & LE VERT
n°109
avril
juin
2008
p.1

Crolles 3, c'est reparti

Le PS et la droite foncent tête baissée dans le soutien à ST Microelectronics pour ses nouvelles aventures durant les cinq prochaines années à Crolles.

En juillet 2007, suite aux défections de Freescale et NXP, ST annonce un accord stratégique avec IBM. En février 2008, le ministère de l'Industrie donne son accord de principe pour subventionner le programme de ST à condition que les collectivités locales mettent la main à la poche. C'est le programme nano 2012 ou Crolles 3. Le conseil général et la Métro ont donné leur accord de principe et le conseil municipal de Grenoble donnera vraisemblablement le sien le 7 juillet prochain. L'État propose des subventions à hauteur de 600 M€ dont 200 provenant des collectivités locales !

On ne connaît pas, dans le détail, le contenu de l'accord ST-IBM, mais il ne semble pas très équilibré. Chercher à partager des résultats de recherche est une bonne stratégie, mais parier sur la rentabilité à Crolles d'une usine de fabrication de masse sur les tranches de silicium de 300 mm de diamètre devrait être mûrement réfléchi. Les dépenses de R & D préparent l'avenir et permettent d'accumuler des connaissances technologiques qui permettront à une entreprise de préparer l'avenir, par contre se tromper dans la rentabilité d'une usine de production peut être une véritable catastrophe économique. Or, sur ce créneau, la concurrence est féroce et Crolles n'est pas bien placé (que ce soit en Europe ou surtout vis-à-vis des leaders mondiaux taiwanais) et l'accord avec IBM ne lui assure pas que Crolles deviendra le centre de production privilégié pour les nouveaux circuits issus des recherches menées en commun.

Une telle politique industrielle devrait être examinée au niveau européen, ce n'est pas aux collectivités locales de s'investir à ce niveau où elles ne contrôleront rien et risquent d'y perdre lourdement.

Les collectivités locales, après avoir expliqué que leur implication dans le soutien à Crolles 2 allait permettre un ruissellement économique généralisé dans l'économie locale, devant le peu de succès du ruissellement, expliquent maintenant que les retours de taxe professionnelle (TP) remboursent largement leurs versements. Cette vision purement financière oublie que l'installation des entreprises coûte cher à la société, que l'impôt local est là pour y contribuer et que ce n'est pas une subvention que verse les entreprises pour bien se faire voir. L'OFiPoPu vient de faire une étude précise du reversement de TP de l'opération Crolles 2 (voir sur le site www.ofipopu.org), il s'avère, contrairement aux affirmations, que les reversements sont loin d'atteindre les subventions versées par les collectivités. Toutes les raisons évoquées pour poursuivre l'aventure sont donc sujettes à caution.

Le versement des subventions à Crolles 3 risque d'être encore plus scandaleux que pour Crolles 2. Rappel, pour la période 2002-2007, les engagements des industriels étaient de créer au 31 décembre 2007, un minimum de 1 200 emplois à Crolles, coût : 300 M€. Or, les subventions publiques dépassaient allègrement ce chiffre (533 M€ dont 148 pour les collectivités locales). Maintenant, il est proposé pour Crolles 3, en contrepartie des aides des collectivités (environ 200 M€) et de l'État (environ 400 M€), que ST ne crée que 650 emplois (à répartir à Grenoble et à Crolles) !

Durant la campagne électorale des municipales, M. Destot a fait tout un tas de promesses sur la nouvelle politique économique à mettre en place :

- l'argent public ira uniquement pour des missions de service public, nous attendons la définition des missions de service public confiées à ST avec IBM à Crolles !
- la priorité des priorités sera le soutien aux PME !
- il s'agira « de favoriser, dans les projets de recherche, la diversité des approches et des cultures par la pluridisciplinarité, en intégrant en amont les sciences humaines et sociales ». On attend toujours !

V.C.

Pour plus de détails, voir l'article de synthèse sur le site de l'ADES



MINATEC & DÉVELOPPEMENT DURABLE...



Le Régional & Vert n°109 avril juin 2008 p.2

L'OFIPOPUPU

L'Observatoire des finances et des politiques publiques (OFiPoPu) vient de voir le jour à Grenoble.

L'observatoire effectuera l'examen des finances locales et des services publics locaux. Il s'agira en priorité, de la ville de Grenoble (et des autres communes de l'agglomération si des habitants de ces communes le demandent), de la Métro, du conseil général de l'Isère, de la région Rhône-Alpes et de leurs satellites.

Un outil utile et efficace

L'observatoire se donne pour objectifs :

- d'apporter des informations financières synthétiques aux associations, aux élus et aux habitants, sous une forme accessible, ce que ne font pas ou pas assez les institutions publiques ;
- de vérifier que les institutions publiques facilitent l'accès aux documents financiers détaillés, notamment sur leur site internet. Faire des propositions pour améliorer l'accessibilité aux informations ;

- de comparer les actes et les promesses (promesses électorales ou promesses et décisions indiquées dans les plans ou les délibérations des organismes) ;
- de jouer le rôle de vigie et d'alerte pour éviter les dérives qui peuvent coûter cher aux contribuables ou aux usagers des services publics. L'OFiPoPu pourra organiser des formations citoyennes à la demande.

Pour en savoir plus : www.ofipopu.org

FINANCES DE GRENOBLE

Le compte administratif 2007 de la Ville de Grenoble montre globalement une grande stabilité : épargne nette légèrement positive, diminution du stock de la dette, rentrées fiscales compensant les diminutions (en euros constants) des dotations de la Métro et de l'État, dépenses de fonctionnement maîtrisées (augmentation de 3,3% des dépenses de personnel), annuité de la dette en faible augmentation malgré l'augmentation des taux d'intérêt.

En y regardant de plus près, une certaine fragilité se fait jour. Dans une période d'inflation plus forte, les économies faites dans le fonctionnement de tous les jours vont devenir plus difficiles

Stables, mais pour combien de temps ?

et le pouvoir d'achat des dotations de l'État et de la Métro va diminuer fortement. La revalorisation des valeurs locatives décidée par l'État ne compensera pas l'inflation, donc l'apport des recettes fiscales va se ralentir, le ralentissement de la croissance ira dans le même sens.

Du côté des dépenses, la subvention au CCAS ne devrait pas diminuer, à moins qu'un miracle n'arrive du côté du conseil général, ce qui est très improbable quand on voit qu'il serre la vis sur la politique sociale pour s'engager à fond dans la rocade nord. Les frais de personnel ne diminueront pas, les subventions aux associations de solidarité devraient augmenter vue l'évolution de la situation sociale qui va continuer à se dégrader, les aides au logement social devraient aussi se

développer et vues les décisions en matière scolaire, les structures périscolaires vont devoir prendre en charge encore plus les enfants mais avec quel financement.

Le bouclage du budget de fonctionnement va donc devenir plus difficile. Durant la campagne électorale, M. Destot a promis de ne pas augmenter les impôts locaux, il va falloir qu'il fasse des choix. Vu la composition de sa majorité et la politique de clientélisme qui domine, les choix risquent de ne pas aller vers plus de solidarité et d'écologie.

La préparation du budget 2009 va être importante à suivre et comme d'habitude nous demanderons, encore une fois, qu'elle se fasse sur la place publique.

La réécriture d'histoire d'eau

P. de Villard, ancien élu de l'opposition de droite à Grenoble entre 1995 et 2001, vient de publier un livre : « Carignon, Destot, Avriillier... La fin d'une histoire d'eau à Grenoble ». Encore une nouvelle tentative de réécriture du passé. On peut y lire que le contrat de l'eau signé par Carignon n'était pas entaché de corruption et que la remunicipalisation aurait coûté cher aux contribuables. Deux affirmations fausses. La corruption a été clairement jugée, par contre ce qui se sait moins c'est que ce sont les usagers qui ont payé des impôts cachés dans leurs factures d'eau et que les contribuables y ont gagné puisque la ville a encaissé 150 millions de francs de droits d'entrée illégaux entre 1989 et 1995, payés par les usagers alors qu'elle n'a reversé à la SEG que 86 millions de francs pour mettre fin aux contrats. De plus une partie de ces 86 millions sont revenus sous forme de dividendes à la Ville.

Vive la diversité

L'État et la région ont signé le contrat de projets État-Région (CPER) 2007-2013. Sur la partie enseignement supérieur et recherche, les choix du conseil général de l'Isère sont d'une très grande clarté : pour les projets de recherche le CGI participera à hauteur de 11,13 M€ et en quasi-totalité pour les nanos. Pour l'enseignement supérieur, sa participation sera de 9,4 M€ dont 8 M€ pour Minatec. Derrière les discours sur la nécessité d'établir un équilibre entre le polygone scientifique et le campus et sur la défense de la diversité de thèmes de recherche... il y a les actes. La grande majorité de acteurs de la recherche et de l'enseignement supérieur apprécieront.

GF38 : on a frôlé le drame !

Suite à un suspens insoutenable qui a permis à la presse de vendre du papier, la DNCG a validé financièrement la montée du GF38 en ligue 1 après lui avoir fait un rabais de 7 à 4,3 millions d'euros. Décidemment les Japonais d'Index sont près de leurs sous et pour leur faire cracher les 4,3 millions d'euros il aura fallu une mobilisation citoyenne sans précédent. Mais l'entraîneur du GF38 n'a pas apprécié ce retard car il n'a pas pu engager de nouveaux joueurs en temps voulu. Les sponsors japonais sont peut être en train de découvrir qu'un club de foot professionnel n'est pas une entreprise comme les autres. C'est la Métro qui doit souffler, car la note de fonctionnement du stade est salée et si le GF38 était resté en ligue 2, les quelques rentrées d'argent auraient été moins importantes. Par contre le prix des places va augmenter, va-t-elle acheter pour plus de 300 000 € de places pour la saison prochaine ?

Les cumulards gagnent bien leur vie

Voici les tarifs des indemnités mensuelles que touchent les élus :

- conseiller régional : 2 619 €
- conseiller général : 2 624 €
- vice-président : 3 340 €
- conseiller municipal à Grenoble : 300 €, conseiller délégué : 1 314 €
- adjoint au maire : 2 851 €
- conseiller à la Métro, 224 €
- vice-président : 1 533 €

Ajouter à tout cela des jetons de présence dans différents organismes. Comme par hasard, les places ne sont pas distribuées équitablement, il y a les cumulards et les autres. Il y a onze élus de Grenoble qui touchent plus de 4 000 € par mois et deux plus de 8 000 €.

Rocade Nord, tout s'accélère !

Au moment où le gouvernement annonce qu'il abandonne les projets de contournement autoroutier de Bordeaux et Toulouse parce que, selon les termes de J.-L. Borloo, « ces projets ne correspondent plus aux nouveaux enjeux de développement durable, ils privilégient la mobilité automobile, dans un contexte de pétrole cher et non-renouvelable, l'utilisation non raisonnée de l'espace, notamment par l'étalement urbain préjudiciable à la biodiversité ». Le projet de rocade Nord apparaît de plus en plus comme désuet et ringard.

Mais rien n'arrête le CGI, qui appuie à fond sur l'accélérateur pour préparer les prochaines échéances. Après la prise de maîtrise d'ouvrage, il va y avoir la concertation obligatoire suivant l'article L 300-2 du code de l'urbanisme puis une enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique. Le CGI va être alors obligé de présenter un projet beaucoup plus détaillé que les quelques documents d'intention qu'il a produits jusqu'à présent. Le 13 juin, l'assemblée du CGI a voté la bagatelle de 16 M€ supplémentaires pour les études et l'acquisition des terrains qui se rajoutent aux 10 M€ déjà inscrits au budget. Dans les 580 M€ annoncés du coût total de la rocade, il n'y avait que 25 M€ de prévu pour les études et le foncier. Avant même de démarrer il y a donc dépassement du budget prévu ! On n'est pas au bout des dérapages financiers.

LE SMTC DEVIENT UN SUPPORTER DE LA ROCADE NORD

Le 28 avril 2008, M. Baietto (PS) est devenu président du SMTC en remplacement de M. Bertrand (PC). Sa mission avait été donnée par avance par le président du CGI, faire à la fois des transports en commun et la rocade. Le nouveau président a été très clair : « Cette présidence est une affaire de volonté politique, volonté de mettre en œuvre le PDU dans toutes ses modalités, à savoir les déplacements doux, les transports en communs mais aussi les objets routiers, qui suscitent le débat ».

Il a précisé que les prochaines échéances pour le tram seront l'extension de la ligne B jusqu'au rond point des martyrs (2010-2011) et la ligne E du tram jusqu'au Fontanil, mise en service en 2014.

C'est donc l'annonce officielle de l'abandon du programme du PDU adopté par le SMTC en juillet 2007 qui précisait que le prolongement de la ligne B serait réalisé en 2009. La ligne E devait être en service en 2012 !



Dans le projet de PDU déposé à enquête publique la mise en service de la ligne E était même pour 2011.

Tout ces retards sont causés par la rocade et le projet Giant, et le SMTC ne se bat pas contre car il est en difficulté financière, tout retard dans ses investissements l'arrange grandement.

ROCADE NORD = POLLUTION

Le 14 février 2008, le SMTC présente une étude prospective sur les déplacements dans le cadre du travail sur le schéma directeur de la région grenobloise. Cette étude simule ce qui peut se passer en 2025, avec trois scénarios. Les scénarios 1 et 3 ont la rocade Nord et des élargissements de l'A480, l'A41 jusqu'à Crolles et la RN85 entre Pont-de-Claix et Vizille. Le scénario 2 n'a pas la rocade ni les élargissements des grandes voiries. Les scénarios 1 et 3 ont aussi plus d'investissements en transports en commun que le scénario 2 ! Les scénarios 1 et 3 sont les scénarios où l'on peut tout faire (l'argent coule à flot pour réaliser tous les rêves des décideurs). Le scénario 2 est le scénario le plus économique qui choisit de ne pas privilégier la voiture (sans la brimer) en ne faisant pas d'investissement routier lourd.

Comme il faut s'y attendre, tout investissement nouveau qui augmente la voirie entraîne une augmentation du trafic. Voici certaines des conclusions de ces simulations :

Dans la région urbaine, le scénario sans rocade est le seul qui diminue, par rapport aux autres, le nombre de km parcourus en voiture et aux heures de pointes (-11%), c'est celui qui diminue le plus les bouchons

et les ralentissements en diminuant le temps passé dans la voiture (-12%). C'est donc celui qui diminuerait la consommation d'essence et diminuerait les émissions de gaz à effet de serre de plus de 10% par rapport aux autres scénarios.

L'absence de rocade et d'élargissement des grandes voiries diminue les bouchons aux entrées de l'agglomération et diminue le trafic dans le périurbain.

Cette étude enterme les derniers arguments de M. Destot et des tenants de la rocade qui essayaient vainement de faire croire qu'avec la fluidité que devait apporter la rocade il y aurait moins de pollution. C'est l'inverse qui est démontré.

Avec moins d'argent, avec de meilleures idées sur le développement de la région grenobloise on peut mieux vivre.

Notez le bien : les concertations publiques sur la ligne E et la rocade Nord auront lieu en novembre et décembre 2008.

Le double discours

G. Fioraso, à l'Assemblée nationale lors du débat sur la loi de modernisation de l'économie (LME), a fait un plaidoyer pour que tout soit fait pour développer les PME. Par contre, à la ville et à la Métro, elle se démène pour poursuivre la politique de tout pour les grands groupes.

Qui sera président de l'UMP 38 ?

L'UMP national a décidé d'accélérer le renouvellement des instances locales. À l'automne, il y aura donc des élections pour la présidence de l'UMP 38 tenue par le corrompu et sa clique. Depuis ses échecs à répétition, le corrompu a moins la cote et on ne sait pas si il va vouloir ou pouvoir se représenter. L'UMP essaye de lui trouver une porte de sortie en lui confiant des missions nationales auprès de 3 ministères. Les prétendants à la succession se déclarent. Michel Savin, conseiller général et maire de Domène est le plus crédible pour l'instant. La droite locale va-t-elle enfin réussir à tourner la page ? À suivre.

L'argent public ne doit aller qu'aux missions de service public !

Qui a dit une chose pareille ? C'est écrit noir sur blanc dans le programme municipal de M. Destot ! Surprenant non ? Question : Est-ce que la gravure du silicium à 32 nm est une mission de service public ? Si oui, alors il ne suffit pas de continuer à sponsoriser ST, il faut carrément nationaliser cette entreprise !

Les élus de GO à la soupe !

Lors de l'assemblée générale tenue entre les 2 tours des élections municipales, GO avait décidé de passer l'accord avec Destot si 5 conditions étaient remplies : minimum 6 élus, limitation des cumuls des mandats, absence de délégations significatives concernant les 3 colistiers de droite (pas d'adjoint), l'engagement de la nouvelle majorité sur les propositions portées par GO en matière de culture, d'éducation, d'université, de recherche, de démocratie participative et l'amorce d'une dynamique de transfert sur l'agglomération.

Aucune des conditions n'a été acceptée par Destot. Conclusion : J.-P. Motte a conclu un accord pour participer à la nouvelle majorité qui penche bien à droite, ce qui a entraîné la démission de nombreux adhérents de GO. M. Destot qui avait été un des fondateurs de GO, vient de signer sa disparition politique

Destot taclé par Delanoë !

Dans son livre « De l'Audace » B. Delanoë déclare : « Car je ne crois pas, malgré la sincérité des intentions, qu'une offre politique puisse se situer à la fois à droite et à gauche. C'est une forme de mensonge. La démocratie a besoin de différences, de propositions alternatives. Sinon, où se trouve le pouvoir des citoyens ? » Décidemment, avoir plusieurs langages ne gêne pas notre maire. À Grenoble, pour conserver sa place, il fait alliance avec la droite et à Paris, pour préserver son avenir, il signe avec Delanoë qui dit de faire l'inverse. En fait Destot pensait que Delanoë serait le bon cheval pour les présidentielles de 2012 et comme Grenoble ne l'intéresse plus, il espère un destin ministériel. Mais a-t-il fait le bon choix ? Il sera toujours le temps de changer si le vent souffle ailleurs dans le PS.

À LA MÉTRO

La nouvelle fiscalité avance à grands pas...

Durant la campagne électorale, les écologistes ont été les seuls à s'opposer clairement à la prochaine mise en place de la fiscalité mixte à la Métro. Quelques démentis du bout des lèvres ont été à leur tour démentis lors du vote du compte administratif 2007 de la Métro. Malgré plusieurs demandes du président, aucune intervention ne s'est fait jour sur ce document qui est pourtant ce qui retrace dans le détail l'activité et les choix politiques de la Métro. Devant ce vide, G. Fioraso a tressé un bilan dihyrambique de l'état des finances de la Métro accusant les esprits chagrins de prédire des années difficiles. D. Migaud a immédiatement senti le danger, laisser dire des choses pareilles allait fusiller la nécessité de mettre en place la nouvelle fiscalité. En effet, pourquoi un nouvel impôt si tout va bien ?

Il a réagi en corrigeant à la baisse l'enthousiasme de sa 1^{re} vice-présidente et en assurant qu'il y aurait un débat sur la dotation de solidarité communautaire (DSC) suite à une intervention d'un maire d'une commune qui s'estime lésé. Le contenu de l'intervention du président était la meilleure confirmation que le nouvel impôt allait être mis au débat prochainement. En effet, s'il y a mise en place d'une fiscalité mixte, c'est-à-dire une taxe d'habitation et une taxe foncière dont les taux seront définis par la Métro, alors la dotation de solidarité communautaire serait gelée pour la nuit des temps comme l'attribution de compensation. Ce qui signifie que les communes verraient l'ensemble des dotations de la Métro diminuer chaque année de l'inflation. Les maires ont donc intérêt

à négocier d'arrache pied, dès maintenant, l'amélioration de leur DSC.

On peut compter sur la capacité de négociation et d'endormissement de D. Migaud pour faire taire d'éventuelles oppositions. Il n'est pas impossible que la Métro augmente une dernière fois la DSC, quitte à se rattraper par la nouvelle fiscalité qui lui donnera toute liberté pour dilapider l'argent public dans les politiques de prestige qui font recettes auprès des élus.

La question intéressante est de savoir quelle sera l'attitude des représentants de la ville de Grenoble qui ont promis lors des élections qu'il n'y aurait pas d'augmentation de la fiscalité locale durant le prochain mandat ? Parions que cet engagement ne sera pas tenu, comme nombre d'autres promesses du candidat Destot.

À LA MAIRIE

Démission au conseil municipal de Grenoble

Pourquoi un conseiller municipal a démissionné en catastrophe ?

1^{er} conseil municipal – 21 mars. Pour l'élection du maire et des adjoints : 44 élus de la majorité étaient présents. Le même jour un recours en protestation contre l'élection municipale des 9 et 16 mars à Grenoble est déposé par R. Avrillier au Tribunal Administratif.

2^e conseil municipal – 4 avril. Les 44 élus de la majorité sont présents ou représentés. M. Burba a donné son pouvoir à P. Voir et F. De Sans Nicolas à M. Chamussy. Les 44 élus

votent les délibérations. En fin de séance, arrive une délibération où il est question de certains marchés (dont un à l'entreprise de M. Burba). Le maire propose de retirer une partie de la délibération au motif qu'elle n'est pas passée en commission (ce qui est faux puisque la commission d'appel d'offre s'était prononcée régulièrement sur ces marchés).

Le lendemain – 5 avril. On apprend la démission de M. Burba du conseil municipal et il explique pourquoi : il ne veut pas mettre son entreprise en péril. Effectivement, étant conseiller municipal, son entreprise ne pouvait plus avoir

de marchés avec la Ville. La délibération, octroyant un marché à l'entreprise de M. Burba, a été retirée en catastrophe par le maire en prenant connaissance du recours.

M. Burba peut remercier M. Avrillier qui l'a empêché de se mettre dans une situation bien dangereuse pour lui, en effet, les dernières jurisprudences sur la prise illégale d'intérêt sont très sévères.

Comme quoi la vigilance a du bon. De nombreuses fois dans le passé, la menace de recours a empêché des élus de se retrouver en mauvaise situation.

Une politique à l'avenant

Depuis fin 2004 où nous avons demandé au maire d'intervenir auprès de la Compagnie de chauffage pour mettre au clair ses tarifs, peu de choses ont bougé. Une satisfaction tout de même, grâce à notre mobilisation, nous avons obtenu l'abandon du tarif petit collectif avec une baisse significative des factures pour les usagers de ce service public qui étaient dans ces zones (notamment Vigny-Musset).

Des recours ont été déposés par R. Avrillier contre l'augmentation de 11% des tarifs fin 2004 et par l'ADES, en tant qu'usager du chauffage urbain, contre les refus du maire d'agir pour faire constater la nullité de la convention de délégation entre la ville et la CCIAG et de mettre en place des tarifs réguliers. Le maire est donc contraint d'évoluer, mais au lieu de tout mettre à plat, il continue de louvoyer et fait voter au conseil municipal du 23 juin 2008 des avenants aux contrats initiaux tout en promettant de relancer plus tard une nouvelle délégation de service public. Ces avenants présentent des irrégularités très importantes et ne respectent même pas les conditions posées par le conseil municipal du 9 juillet 2007 qui exigeait que l'impact des nouveaux avenants soit examiné avec les abonnés et que la comparaison avec les anciens tarifs puisse être faite.

Les nouveaux tarifs ne sont pas des justes tarifs puisqu'ils incluent des charges qui sont étrangères au service public (les usagers payent les déficits des autres activités de la CCIAG) et les formules d'indexation des tarifs ne favorisent pas le développement des énergies renouvelables... Encore une fois les élus de la majorité ont voté sans connaître les tenants et aboutissants des nouveaux avenants. Les élus écologistes ont demandé depuis des mois les informations et les documents qui ont permis de préparer ces nouveaux tarifs, ils ne les ont pas eus. La CCIAG est dominée dans sa stratégie et ses choix financiers par ses actionnaires privés alors que la ville de Grenoble détient la majorité du capital.

La promesse du maire de créer bientôt un service public intercommunal du chauffage urbain est une bonne chose, reste à prouver que le prochain délégataire soit plus soucieux du service public que ne l'est la CCIAG. Rappelez-vous que cette dernière avait réussi à s'imposer à la Métro pour réobtenir la délégation de gestion d'Athanol.

Notre vigilance et notre opiniâtreté auront, encore une fois, eu raison de l'immobilisme du maire, lui qui ne voulait à aucun prix toucher à la CCIAG, il a été obligé de bouger contraint et forcé. Il n'empêche qu'il va falloir encore se battre pour que tout devienne transparent et que les tarifs soient enfin de justes tarifs car il en va de politique sociale, la majorité des logements sociaux étant chauffé par le service public de chauffage urbain. Espérons aussi que le contrôle effectué depuis début 2007 par la chambre régionale des comptes apportera la clarté sur la gestion plutôt opaque de cette société.

ÉCOLOGIE ET SOLIDARITÉ

Place aux actes !

Nous entamons ce nouveau mandat municipal avec une configuration inédite : après un score historique de 22,5% au 2^e tour des municipales de mars 2008, nous n'avons que 6 élus dans la minorité. 1/4 des électeurs pour 1/10^e des élus, les joies de l'arithmétique électorale !

Michel Destot a en effet préféré l'alliance à droite avec d'anciens séides d'Alain Carignon, plutôt que de continuer à « subir » des élus écologistes dans sa majorité. Il en sera quitte pour les subir dans la minorité, il peut demander à ses nouveaux amis de lui raconter leurs souvenirs de l'époque Carignon pour savoir ce que ça fait de n'avoir ne serait-ce qu'une ou 2 élus écologiste dans « l'autre camp ».

Et pendant que cette nouvelle majorité s'occupe à des mesquineries de bas étages envers nos élus (comme publier leurs photos en ligne sur le site de la Ville 2 fois plus petites que celles de tous les autres, y compris l'opposition de droite), nous on bosse.

Parce que ce n'est pas le travail qui manque pour défendre la démocratie, l'écologie et la solidarité ! La rocade Nord qui s'entête malgré le dérèglement climatique et la hausse des prix du pétrole, à l'heure où le conseil général ferait mieux de s'occuper des plus démunis, malheureusement de plus en plus nombreux ; la fiscalité d'agglomération tentée par les dérapages, et la compagnie de chauffage par les hausses de tarif sans les énergies renouvelables, à l'heure où le pouvoir d'achat s'effondre tellement qu'il n'est même plus un pouvoir de vivre...

Le démarrage de Destot 3, à droite toute, va nous obliger à une vigilance de tous les instants, à l'intérieur comme à l'extérieur de la mairie : nous y sommes prêts.

Et toujours la défense des sans-papiers, les mobilisations contre la casse sociale du gouvernement Sarkozy - RGPP, 35 heures, franchises médicales, retraites, code du travail : à la Thatcher ! -, les défenses des libertés en refusant les tests ADN ou la base élèves, la solidarité internationale en refusant toutes les guerres... On en oublie.

La période n'est pas joyeuse, raison de plus pour ne pas baisser les bras.

Avec nos 6 élus au conseil municipal de Grenoble, nous nous battons au quotidien pour la démocratie, l'écologie et la solidarité.

Place aux actes !

RAPPEL DES RÉSULTATS DES MUNICIPALES À GRENOBLE

LISTE MICHEL DESTOT
(PS, PC, MRC, MODEM, DROITE, GO) : 48.01 %, 44 ÉLUS

LISTE FABIEN DE SANS NICOLAS
(UMP) : 29.50 %, 9 ÉLUS

LISTE MARYVONNE BOILEAU
(ÉCOLOGIE ET SOLIDARITÉ EN ACTES, ADES, VERTS, ALTERNATIFS) : 22.49 %, 6 ÉLUS.

IL N'Y A PLUS DE REPRÉSENTANTS ÉCOLOGISTES À LA MÉTRO...

CI-CONTRE LES NOS 6 REPRÉSENTANT-E-S DU PEUPLE AU CONSEIL MUNICIPAL DE GRENOBLE

CONTACTS, INFOS SUR LEURS ACTIONS : www.grenoble-ecologie-solidarite.fr

Maryvonne BOILEAU

58 ANS,
INFIRMIÈRE-PUÉRICULTRICE,
ILE VERTE



Gilles KUNTZ

59 ANS,
ENSEIGNANT CHERCHEUR,
VILLENEUVE



Olivier BERTRAND

37 ANS, CADRE ASSOCIATIF,
CONSEILLER GÉNÉRAL,
CENTRE VILLE



Gwendoline DELBOS-CORFIELD

30 ANS,
PROFESSEURE DE THÉÂTRE,
CENTRE VILLE



Marina GIROD DE L'AIN

47 ANS,
SOCIOLOGUE,
EAUX CLAIRES



Hakim SABRI

52 ANS,
TECHNICIEN
DE MAINTENANCE
VILLENEUVE



PETIT JEU

Parmi les délégations à la mairie de Grenoble, une seule existe réellement dans la liste ci-dessous, laquelle ?

- Finances, contrôle de gestion, prévention, sécurité et caméras de surveillance.
- Limitation de personnel, questure.
- Urbanisme et décroissance sylvicole soutenable
- Politiques intergénérationnelles, personnes âgées et bureaux de vote.
- Patrimoine municipal et braderie au privé.
- Animation et repas dansants.
- Habitat et expulsions.
- Economie, université, recherche, Minatec, nanotechnologies, Giant et économie solidaire.
- Développement durable et jeux Olympiques.
- Santé et infrastructures routières.
- Action sociale, CCAS et restos du cœur.
- Insertion, formation professionnelle et radiation des fichiers ANPE.
- Education et base élèves.
- Tourisme et reconduite aux frontières.
- Sports et paillettes.
- Culture intermittente et GF38.
- Démocratie locale et propagande.
- Europe et cause identitaire.
- Jeunesse et fichage génétique.
- Administration générale et futoir organisé.

Les antennes de téléphonie mobile sont toujours là

Durant la campagne électorale, M. Destot s'était engagé par écrit auprès du collectif des antennes de la Villeneuve, pour que les antennes soient démantelées avant l'été 2008 et installées ailleurs.

Début juin, le collectif a appris que ceci ne serait pas fait et il se sent floué. Encore une promesse non tenue. Le collectif fait signer une pétition pour demander la diminution des puissances d'émission des antennes pour en diminuer les nuisances. L'ADES soutient depuis le début cette revendication de diminution des puissances (champ électrique limité à 0,6 V/m), partout et pas seulement à la Villeneuve. Il faut encore rappeler que seule la liste « Écologie et Solidarité en actes » s'est engagée clairement sur ce sujet. Aucun des parlementaires de l'Isère ne milite pour cette limitation qui obligerait les opérateurs à implanter plus d'antennes et donc diminuerait leur rentabilité, qui est pourtant florissante. En parole, le maire fait semblant de s'intéresser à ce sujet, dans les actes il laisse faire. Localement et à l'Assemblée nationale, il ne va jamais contre les intérêts des grands groupes industriels.

Solution du petit jeu

Il fallait répondre 9 : développement durable et jeux Olympiques. C'est vrai que c'est durable les JO... Grenoble a mis plus de quarante ans à rembourser les Jeux de 1968 !

VOUS AIMEZ CE JOURNAL ?
JOIGNEZ LE CHÈQUE À LA PAROLE !

Nom

Prénom

Adresse

Je m'abonne pour un an
- Abonnement de base 16 €
- Abonnement de soutien 23 € et plus

J'adhère à l'ADES
(abonnement Le Rouge & le Vert
10 € compris)
- 16 € (chômeurs, étudiants)

- € (0,3% du revenu annuel brut)
Une partie de votre adhésion est
déductible des impôts.

Chèque à l'ordre de l'ADES
ADES, 12 rue Voltaire, 38000 Grenoble
Tél/fax/répondeur : 04 76 03 24 28
Courriel : contact@ades-grenoble.org
site web : www.ades-grenoble.org

GRUPE DES ÉLUS
ÉCOLOGIE ET SOLIDARITÉ
À LA MAIRIE
04 76 76 38 75
www.grenoble-ecologie-solidarite.fr



Conformément à la loi « Informatique et liberté », vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux informations vous concernant.

Le Rouge & le Vert Journal de l'Association
démocratie écologie solidarité
Directeur de publication : Vincent Comparat
CPPAP : 1008 6 83774 • ISSN : 0760-480
Impression : Les Écureuils, Gières
Maquette - Illustrations : Cled'12